

Lettre du 10 juin 2024.

Mesdames et messieurs les présidents de groupe à l'Assemblée nationale et au Sénat, bonjour !

Et voilà, nous y sommes !

Monsieur le président de la République E. MACRON vient de prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale...

Nous n'avons cessé de penser que cela se ferait avant la fin du second mandat élyséen de monsieur MACRON, car il n'a pas su s'entourer de gens compétents au Gouvernement comme au Parlement pour répondre convenablement à tous les problèmes qui sont venus se greffer lors du premier quinquennat (gilets jaunes, pandémie, inflation, sécurité, enseignement, etc.) et qui se sont prolongés, pour certains, jusqu'à ce jour (monde agricole, de la pêche, énergies, immigration, PA, dette publique, diplomatie internationale, etc.)

Nous savons maintenant que les Françaises et les Français sont conscients de cela, mais, puisque les partis politiques sont toujours dans leur concept idéologique (tous) pour arriver au POUVOIR et donc restent des machines à « tuer les libertés et le bien public » au seul profit de leur intérêt personnel, nous aurons encore, à l'issue de ces nouvelles élections législatives, exactement les mêmes problèmes pour sortir le pays de ses difficultés et, surtout, répondre aux préoccupations majeures de nos concitoyens.

Comme nous avons galvaudé la vraie « Démocratie » à travers les agissements des partis politiques au détriment du Peuple et donc de ceux qui travaillent réellement pour l'économie du pays, mais pas qu'eux, le résultat désastreux de ces élections européennes du 9 juin 2024 soit aujourd'hui acté, la catastrophe l'est aussi...

Le gouvernement français, le parlement, nos institutions et tout ce qui s'y rattache sont gangrenés depuis fort longtemps par toutes ces idéologies qui ne servent que les intérêts de ceux qui les mettent en scène, faisant croire aux Français qu'ils vont améliorer leur sort et redonner à la France son aura d'autrefois.

Foutaise !

Nous avons préconisé, depuis toujours, qu'un parlement et un gouvernement doivent travailler la main de la main, en leur sein et au-dehors. Ne pas être dans une opposition surannée, mais plutôt dans la complémentarité des décisions à prendre, à retenir et à mettre en application, de façon à retenir les meilleures propositions pour résoudre efficacement et sur le long terme les problèmes par des réformes ou de nouvelles lois : celles qui sont indispensables au pays et donc à tous les Français, qui ne demandent qu'à vivre dans la sérénité en tous lieux de notre société et sur tous nos territoires.

Par conséquent, tant que le bien « personnel » des partis politiques passe et continuera de passer avant celui du « bien public » : nous aurons toutes les difficultés du monde à résoudre les problèmes et les conséquences qui en découlent ; nous aurons ce déchirement permanent entre les acteurs (représentants politiques) pour obtenir le POUVOIR.

Aujourd'hui ; avec le legs que laissent les différents pouvoirs qui ont géré la France depuis plus de cinquante ans ; avec ce qui se passe à l'échelle de la planète ; avec la démographie mondiale — et nous en restera-là parce que la liste est longue — ; avec une fausse démocratie et son semblant de souveraineté du peuple ; avec l'absence d'un homme ou d'une femme providentiels qui renversera la table pour rattraper ou sauver des erreurs du passé : aucun parti politique n'est apte à le faire et nous continuerons à aller dans le mur ou le précipice !

Quoiqu'il en soit, le POUVOIR de RIEN ou de presque PLUS RIEN ne sera jamais en mesure de résoudre les difficultés et donc de trouver les solutions aux problèmes engendrés par

ceux qui les ont précédés dans l'enterrement des valeurs dites républicaines, expugnant de fait et définitivement l'ex-grandeur de la France.

Pour conclure :

Vouloir prendre ou reprendre le POUVOIR pour sortir la France des difficultés dans lesquelles l'on plaçait les partis politiques de gauche comme de droite, du centre, des extrêmes (mais pas seulement eux), sans une véritable représentation socioprofessionnelle et sociale dans de futures institutions vouées exclusivement au service des Françaises et des Français — sans l'octroi d'un autre paradigme de gouvernance basé sur l'interpellation et la participation de toutes les compétences existantes pour y arriver — : nos experts continueront de mentionner que nous sommes en « pleine chienlit » !

Voilà !

Comme la dissolution entraîne de facto l'arrêt des travaux des députés, nous faisons parvenir cette lettre aux présidents de groupe au Sénat, qui transmettront à leurs membres, et à ceux de l'Assemblée nationale, qui en feront ce qu'ils veulent. Cependant...

Nous reviendrons vers les prochains élus à la législature après cette dissolution : pour leur rappeler, sans une complémentarité dans les décisions à prendre au sein du Parlement entre tous les intervenants au lieu d'un champ miné par les oppositions systématiques de leur groupe politique, qu'ils s'engagent dans des responsabilités qui mèneront au chaos sociétal et à l'explosion générale pour finir en « guerre civile » !

Il est plus que temps, à la veille d'une Révolution, pour le moins intellectuelle, que survienne le « changement » institutionnel qui mènera le pays vers la paix sociale, le redressement économique, la sécurité territoriale, la protection de l'environnement, la prédominance énergétique, une Justice responsable, un soutien entrepreneurial et agricole, une meilleure organisation de nos systèmes de santé, sans oublier tous les autres secteurs que nous avons développés, depuis des années, avec nos spécialistes à la S-P-F (lire nos ouvrages).

Merci de nous avoir lus !

Veillez agréer nos cordiales salutations,
Pour la S-P-F,
Son secrétaire général,
Patrick REBIERRE.

